



AGROBIOSCIENCES

CYCLE COMPRENDRE LES AGRICULTURES DU MONDE

D'après les Café-débat à Marciac

MAI 2002

POURQUOI EST-IL VITAL POUR LES AGRICULTEURS D'ICI ET D'AILLEURS DE COMPRENDRE LES AGRICULTURES DU MONDE

Marcel Mazoyer

Organisé par la Communauté de Communes de Bastides & Vallons du Gers et la
Mission Agrobiosciences.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Communauté
de Communes
Bastides & Vallons
du Gers



CYCLE « COMPRENDRE LES AGRICULTURES DU MONDE »

Pour mieux raisonner nos agricultures, il faut comprendre les agricultures du monde. Tel est le parti-pris de cette série de débats co-organisée par la Communauté de Communes de Marciac et Vallons et la Mission d'Animation des Agrobiosciences, en collaboration avec le Sicoval. Chaque mois, une personnalité est ainsi conviée à porter un témoignage pointu sur la situation agricole d'un pays étranger, depuis les pays en voie de développement jusqu'aux puissances agro-industrielles les plus affirmées. Ce regard singulier est ensuite mis en débat avec un large public.

Tapas, vins de pays et interlude de jazz ponctuent ces soirées qui se déroulent au Café de l'Hôtel de Ville, sous les arcades de Marciac, bastide gersoise qui s'est taillé une solide réputation grâce à son festival *Jazz In Marciac*.

- (1) « Comprendre les agricultures du monde », avec Marcel Mazoyer, professeur à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon.
- (2) « Intégration des Pays de l'Est : faut-il redouter l'impact de leurs dynamiques agricoles ? », avec Alain Pouliquen, directeur de recherche à l'Inra.
- (3) « L'agriculture des pays méditerranéens du sud, entre conquête des marchés européens et réponse aux besoins de subsistance », avec Gérard Gherzi, directeur de l'Institut Agronomique méditerranéen de Montpellier, et Omar Bessaoud, enseignant-chercheur au sein du même institut.
- (4) « Les paradoxes de l'agriculture des Etats-Unis, conquérante et fragile », avec Jean-Christophe Debar, directeur d'Agri-US-Analyse.

Les cahiers sont édités par la Mission d'Animation des Agrobiosciences.

Directeur : Jean-Claude Flamant. Directeur de la publication : Jean-Marie Guilloux.

Rédaction : Agnès Baumier-Klarsfeld, Valérie Péan.

ENFA, BP 38, 31 321 CASTANET-TOLOSAN CEDEX

Tél : 05 62 88 14 50. Fax : 05 62 88 14 51. Mel : barbace@agrobiosciences.com

www.agrobiosciences.org

Portrait

Ce soir-là, Marcel Mazoyer s'est d'abord présenté en tant que fils d'un petit agriculteur du Morvan. L'exploitation étant trop petite pour que tous en vive, il se lance dans les études d'ingénieur agronome, mais aussi des Eaux et Forêts. A l'Institut National Agronomique Paris-Grignon, il suit les cours de René Dumont qui lui transmet le goût de l'enseignement : « Tous les autres professeurs évoquaient une agriculture qui n'existait que dans leur tête ou dans les laboratoires. René Dumont a été le seul qui me parlait d'une agriculture qui existait ». Il y a comme l'idée d'une filiation... Marcel Mazoyer ne lui a-t-il pas succédé, d'ailleurs, à la chaire d'agriculture comparée et développement agricole ? Au-delà de l'enseignement, Marcel Mazoyer a également sillonné le monde, travaillant inlassablement sur les questions de politique et développement agricoles, en passant par des expertises auprès de la F.A.O. Autant d'expériences qui nourrissent une analyse et un regard original sur la crise mondiale actuelle, et que l'on peut découvrir dans un ouvrage de référence dont il est le co-auteur avec Laurence Roudart : « Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine », paru au Seuil en 1997.

La conférence

La faim à tout bout de champ...

C'était le 30 mai 2002. Marciac inaugurait son premier café-débat pour explorer, au fil des séances, les différentes agricultures du monde. A commencer par un panorama général de la situation planétaire actuelle, en terme d'alimentation et d'agriculture, que Marcel Mazoyer était convié à exposer. Son diagnostic est sévère : plusieurs mécanismes actuellement en œuvre sont de véritables machines à fabriquer la faim et certaines stratégies agricoles s'assimilent à une politique de la terre brûlée. La thérapie, elle, surprend : c'est la paysannerie pauvre, à laquelle la recherche et la technologie ne se sont guère intéressées jusque-là, qui constitue la base stratégique pour élaborer le futur de notre système agricole et alimentaire. Un credo que Marcel Mazoyer illustre à sa manière, en citant la devise inscrite sur le mur d'un griot du plateau de Koukouya, au Congo : « *Quand on veut grimper à un arbre, on commence pas par le sommet* ».

« Vous m'avez demandé d'évoquer la situation agricole et alimentaire des différentes populations du monde. Eh bien, cette situation est plutôt catastrophique. Sur six milliards d'hommes, il faut savoir qu'il y a trois milliards de paysans. Il y a également trois milliards de gens qui vivent avec environ deux dollars par personne et par jour. Et il y a deux milliards de personnes dans le monde qui souffrent de graves carences alimentaires. Enfin, 830 millions d'habitants de la planète ont faim une bonne partie de l'année. Voilà le fond de la question.

Certes, le développement agricole et économique des 30 ou 40 dernières années a permis d'enregistrer des progrès, permettant de nourrir à peu près correctement un milliard d'habitants supplémentaire – la population mondiale étant passée de trois à six milliards dans cette même période. Mais ça n'empêche pas qu'il reste deux milliards de personnes carencées et 830 millions d'entre elles qui ont faim, à tel point que la moindre

famine survenant, elles en meurent. Nous, qu'il pleuve trop ou pas assez, qu'il y ait un trouble politique ou un passage de troupes, on ne mourra pas de faim. On meurt de faim quand on est dans une situation de sous-alimentation telle qu'on ne peut pas réagir face aux criquets, à la maladie du manioc, à un passage de troupes ou à un manque d'approvisionnement pendant quelques temps. Autrement dit, la famine s'inscrit toujours dans des populations extrêmement pauvres et déjà sous-alimentées. Ce n'est qu'une aggravation de plus et non la cause initiale, comme on le croit souvent.

Par ailleurs, cela fait des années que des pouvoirs publics, des ONG, des médias ou des scientifiques pensent qu'être sous-alimentés signifie ne pas avoir les moyens d'acheter sa nourriture. Regardons les choses en face : les trois-quarts des gens qui ont moins de deux dollars par jour, qui ont des carences alimentaires et qui meurent de faim sont des ruraux... Ce ne sont donc pas des acheteurs, mais des producteurs de nourriture. C'est une donnée très importante qui montre l'inadaptation profonde des politiques axées sur l'augmentation de la production et la baisse des prix internationaux. Que des ONG vendent le blé à 35 F le quintal en Ethiopie, cela donne quoi ? Cela donne qu'un paysan éthiopien qui est en pleine récolte au mois de décembre - j'y étais cette année – est obligé de vendre toute la récolte avant même qu'elle soit coupée, pour payer les impôts et rembourser les emprunts du début d'année. Il se retrouve le lendemain sans rien à manger, ni à semer. Direction le camp de réfugiés et le bidonville...

C'est une mécanique qui « fabrique » des paysans pauvres et affamés et qu'on peut vérifier statistiquement. D'après le **Sommet mondial de l'alimentation de la FAO, à Rome**, en novembre 1996, le nombre des individus sous-alimentés est passé de 900 millions en 1970 à 800 millions vingt-cinq ans avant. Selon les chefs d'Etat présents, cela signifiait que le nombre de gens qui ont faim diminue de quatre millions par an. Ce qui implique qu'il faut 200 ans pour venir à bout de la faim ! Les dirigeants ont tellement été sidérés par ce calcul qu'ils se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015. Or pour le **prochain sommet**, qui a lieu en juin prochain, que constate-t-on ? Que malgré tous les engagements d'aide internationale, ce nombre n'a diminué que de six millions par an. Tout simplement parce que les méthodes utilisées jusque-là sont inappropriées. La vraie question est ailleurs : il y a une machine à fabriquer 30 ou 50 millions de paysans tellement pauvres qu'ils en ont faim. Rappelons au passage que l'exode rural affecte 60 millions de personnes par an.

Comment en est-on arrivé là et où cela nous mène-t-il ? Comment marche l'économie agricole depuis 40, 60, voire 100 ans ? Si l'on ne fait pas cette analyse, on n'a aucune chance de trouver des remèdes.

Premier point : combien d'actifs agricoles dans le monde bénéficie d'une agriculture moderne ? Pour vous donner une petite idée, il y a 28 millions de tracteurs sur la planète.... Pour un milliard trois cents millions d'actifs ! L'agriculture motorisée concerne donc seulement 2 % de l'agriculture mondiale. Cela fait réfléchir. Ensuite, 2/3 seulement de l'agriculture, c'est-à-dire 600 à 800 millions d'actifs, disposent de semences sélectionnées, d'engrais, de produits phytosanitaires, de moyens d'irrigation - ce qu'on appelle la « révolution verte ». Il reste donc 1/3 des paysans du monde qui n'ont jamais vu une semence sélectionnée ou un sac d'engrais. Ils n'ont même pas d'animaux de trait. Ils travaillent à la main, à la machette, à la houe et disposent d'à peu près un hectare. En Amérique latine, en Rhodésie, en Afrique du Sud, à côté de grands domaines de 1 000 à 100 000 hectares – les *latifundia* -, il y a des paysans « minifundistes », qui n'ont même pas un demi hectare. En fait, la machine à fabriquer la faim est à chercher dans le système économique agricole.

Faut-il s'en étonner ? Dans nos pays, au début du siècle, il y avait des agriculteurs manuels qui n'avaient pas d'attelage et qui travaillaient à la main. Ceux qui disposaient d'animaux et de charrues restaient minoritaires, y compris jusqu'en 1950. L'écart de productivité était de 1 à 10 entre le travailleur à la main (qui produit dix quintaux d'équivalent-céréales sur un hectare) et l'agriculteur plus mécanisé. Aujourd'hui, au niveau mondial, cet écart de productivité est de 1 à 1 000 entre les exploitations les plus sophistiquées et les paysans les plus pauvres, et de 1 à 40 avec ceux qui ont vécu la « **révolution verte** » !

Des révolutions agricoles – celle de la mécanisation et de la motorisation en Europe et aux Etats-Unis, et la **révolution verte** dans les pays en développement – qui ont généré ces cinquante dernières années des gains de productivité supérieurs à ceux de l'industrie et des services. Ce qui signifie mécaniquement que, déduction faite de l'inflation, les prix agricoles n'ont cessé de baisser. En France, depuis 1950, les prix agricoles à la production ont été divisés par deux, trois, voire par cinq selon les produits. A cette nuance près : l'épisode du milieu des années 70, où les stocks mondiaux ont chuté et où certains prix agricoles ont triplé sur le marché international. Une hausse qui a permis le lancement de la révolution verte dans les pays du sud, donnant à certains agriculteurs les moyens d'acheter des terres. Du coup, vous avez aujourd'hui affaire, dans ces pays, à un capitalisme agraire à très grande échelle, avec des milliers d'hectares et une excellente productivité. Cela donne quoi ? Quand un travailleur salarié brésilien ou argentin produit dix mille quintaux de céréales à lui tout seul, à l'instar d'un céréaliculteur de la Beauce, il touche au maximum mille dollars dans l'année. Eh bien, mille dollars divisés par un million de kilos, ça fait un millième de dollar par kilo... c'est à dire zéro ! A ce niveau de rémunération du travail, les agricultures américaine et européenne ne peuvent pas tenir.

Bien entendu, les Etats-Unis n'ont pas envie de perdre leur indépendance alimentaire et leur puissance agricole. Aussi donnent-ils à leurs agriculteurs cent mille francs par travailleur. Et les Européens, qui ne veulent pas non plus complètement disparaître du paysage, suivent. Tous vont ensuite à l'OMC raconter qu'il faut libéraliser le secteur agricole. C'est insensé ! Quelles que soient les raisons pour lesquelles on donne cent mille francs à un agriculteur américain, pour qu'il produise, pour qu'il entretienne un paysage ou qu'il mette des plumes dans ses cheveux, c'est une subvention.

A l'OMC, Américains en tête et Européens à la suite imposent allègrement le libre-échange agricole au reste du monde mais il faut se souvenir que la libéralisation agricole, actuellement en construction, est meurtrière pour le système lui-même.

Ce processus de libéralisation a commencé dans les années 70 au moment de la crise pétrolière. Les grandes firmes internationales et les banques ont eu alors du mal à rentabiliser leurs investissements et à amortir l'augmentation du pétrole. Pour faire baisser le prix de revient de ce qu'ils produisaient, ils ont inventé la libéralisation du secteur financier, c'est à dire la libre-circulation des capitaux et ont commencé à investir en Indonésie, en Thaïlande, en Corée, pour produire, avec des salaires dix fois moindres, les mêmes marchandises qu'aux Etats-Unis et ailleurs. Donc des délocalisations. Mais ces marchandises sont quand même destinées aux pays à fort pouvoir d'achat. Donc, une fois que vous avez libéralisé la circulation des capitaux et délocalisé les capitaux, il faut instaurer la libre-circulation des marchandises industrielles et laisser rentrer les marchandises fabriquées ailleurs. Ce qui concurrence vos propres usines et augmente le chômage...

Jusque là, on n'avait pas touché à l'agriculture, qui bénéficiait encore d'une forte compétitivité. Certes, on ne va pas imposer à l'Europe d'abolir l'ensemble de ses protections agricoles et de son système de développement. Mais la libéralisation agricole commence dans les pays du Sud basés sur une agriculture paysanne peu productive et

avec des Etats surendettés. On leur envoie le F.M.I., on leur prête de nouveau de l'argent pour que ces pays payent leurs dettes mais en imposant des conditions. Et les conditions du F.M.I., c'est notamment la libéralisation du secteur agricole, qu'on expérimente chez les pauvres.... Le résultat ? Aplatis, tous les services publics de développement agricole. Anéantis, les secteurs coopératifs ou mutualistes de production, de transformation et de commercialisation. Bref, la libéralisation, c'est d'abord la privatisation ! Car le capital financier international, à l'affût de toutes les possibilités d'investissement, a besoin d'une demande solvable.

Deuxième volet de la libéralisation du secteur agricole : le libre-échange. Il faut d'abord comprendre ce que sont les prix internationaux : c'est le prix des excédents vendables par les pays qui ont soit la meilleure productivité, soit les plus bas salaires, soit les plus fortes subventions. Le prix international permet à un capitaliste argentin de tourner avec des ouvriers à mille dollars par an. Il permet aussi à un agriculteur américain de tourner avec cent mille francs de subventions par actif et par an, et à peu près la même chose en Europe. Bref, ces prix internationaux sont inférieurs aux prix de revient pratiqués à l'intérieur du pays, car ils prennent notamment en compte les délocalisations. J'ai lu dans Le Monde récemment qu'une fameuse société française de poulets, dont la moitié des volailles est produite à dix francs le kilo en France, produit une autre moitié à sept francs le kilo au Brésil, avec des salaires quatre ou cinq fois moindres. Et tenez-vous bien, c'est la production brésilienne qu'ils vendent en Europe. Du coup, ils sont obligés d'exporter la production française avec une subvention. Bref, plus ils importent du Brésil, plus ils touchent de subventions à l'exportation.

Peut-on imposer de tels prix à trois milliards de paysans ? Peut-on prendre le risque en Europe de voir les prix s'imposer et des subventions menacées pour cause de rigueur budgétaire ?

Est ce que les paysans européens peuvent jouer ce jeu de massacre qui va détruire dans les dix ou quinze ans qui viennent, non pas seulement 300 000 paysans français, mais un ou deux milliards de paysans ? Parce que personne ne prétend que l'industrie délocalisée va absorber les cinquante millions de paysans qui, chaque année, sont condamnés à l'exode... Autrement dit, si le libre-échange agricole s'installe, cela génère la baisse des prix agricoles, donc la baisse du revenu de trois milliards de personnes, la montée de l'exode rural qui gonfle le chômage et la réduction des salaires dans tous les secteurs, avec un pouvoir d'achat mondial réduit d'autant.

Il ne suffit pas, cependant, de dire qu'on refuse cet état de fait. Il convient de mettre en œuvre un système d'échange agricole international qui permettrait à tous les paysans du monde de vivre dignement de leur travail. Nous savons le faire. L'Europe est allée dans ce sens pendant trente ans. Il suffit de redonner leur indépendance alimentaire aux pays qui sont plus ou moins condamnés à suivre la politique américaine. Et là, l'Europe constitue un vrai contre-pouvoir. Le Sénégal ne peut pas, tout seul, dire non au FMI. L'Europe, dans ce cadre, redonne la liberté d'accepter ou non cette politique dictée par les Américains. Sauf qu'elle ne le fera que si ses syndicats agricoles le lui imposent. Et ces derniers ne l'imposeront à Bruxelles que si la société les appuie pour défendre l'idée que les agriculteurs européens doivent vivre de leur travail et non pas de subventions. Ce qui suppose également d'informer les consommateurs européens sur le prix de revient des produits alimentaires. Car si les prix agricoles ont été divisés par trois en cinquante ans, le prix à la consommation de nos denrées n'a pas été divisé d'autant... Baisser les prix agricoles permet surtout à l'industrie et au commerce de maximiser la valeur ajoutée, l'accumulation du capital et l'épargne.

Car ce qui bloque le développement de l'économie mondiale aujourd'hui, c'est un effet de ciseau : d'un côté, il y a trop peu de demandes solvables. De l'autre, les hauts revenus et la capacité d'épargne augmentent. Faute de pouvoir investir, cette épargne va vers la spéculation. C'est un système qui dérive - par la libéralisation de la circulation des capitaux, puis de la circulation des marchandises et maintenant par du secteur agricole - et qui est condamné à une énorme crise financière. Le F.M.I., la Banque Mondiale et autres organismes le savent et sont à la recherche d'une alternative politique. Mais comme tous les généraux au début d'un nouveau conflit, ils appliquent les méthodes de la dernière guerre. En l'occurrence, les méthodes keynésiennes des années 30, à l'issue du Krach, qui consistait à faire intervenir l'Etat pour investir, créer des emplois, générer une demande solvable. Bref, une politique de plein emploi, de revenus suffisants des paysans, de salaires alignés sur la productivité de manière à limiter l'épargne et à favoriser l'investissement productif... Une très bonne politique, que nous avons connue de 1950 à 1975.

Sauf qu'on ne peut appliquer cette méthode à l'échelle mondiale ! Vous n'allez pas faire marcher la planche à billet ni prélever des impôts aux quatre coins du monde, de manière suffisante pour opérer des investissements publics. En conséquence de quoi, le vrai régulateur de l'économie mondiale, eh bien, c'est ce secteur qu'aucun économiste n'a vraiment voulu étudier, et qui est l'agriculture paysanne. Celle-là même qui a été prédominante dans le monde depuis que le capitalisme est né, aux Pays-Bas et en Angleterre, qui a servi de base depuis 200 ans au développement du capitalisme et qui n'est pas encore détruite. Mais comme les décideurs mondiaux ne connaissent rien à cette économie agricole paysanne, ils n'agiront pas là-dessus. La seule chose qui les fera réagir, c'est quand les syndicats agricoles européens commenceront à mettre à mal la politique de libéralisation du secteur agricole. La banque mondiale a déjà pris contact avec les syndicats agricoles français pour leur demander ce qu'ils veulent. En substance, voilà leurs desiderata : d'abord, il faut organiser des marchés communs protégés de manière à ce que les prix intérieurs permettent à tous les paysans de vivre de leur travail, comme la France l'avait fait en 1972. Ensuite, il faut organiser des accords par produit, à l'échelle internationale, et définir ainsi les droits à exporter de chaque pays. C'est ce qu'on a expérimenté au XXème siècle pour de nombreux produits, et c'est ce qui fonctionne encore pour **le sucre**. Enfin, il convient d'instaurer un impôt foncier différentiel pour redistribuer une part des revenus des régions très riches aux régions les moins productives.

Pourquoi cette stratégie est-elle possible ? Parce qu'elle est compréhensible et qu'elle a un sens. De plus, elle n'est pas anti-capitaliste, loin de là. Car le capital financier international est à la recherche d'une solution permettant au système de fonctionner. C'est le cas ici, et en plus, sans faire mourir les gens dans les dix ou vingt prochaines années. Comme c'est un objectif accessible et négociable, il existe forcément une stratégie sociale, syndicale, politique, pour l'atteindre.

2003, l'année de la famine...

Selon les données du dernier Sommet mondial de l'alimentation (juin 2002), plus de 800 millions de personnes dans le monde souffrent quotidiennement de la faim, dont 300 millions d'enfants.

Chaque jour, 24 000 personnes sous-alimentées meurent de faim. Et la situation en Afrique, où 200 millions de personnes sont touchés par ces graves carences, empire

fortement en 2003, aggravée par le sida, les guerres et les sécheresses, notamment en Afrique Australe, menacée par la famine. .

Le Sommet mondial de l'alimentation :

Organisé par la FAO (Food and Agriculture Organisation), ce sommet mondial a eu lieu à Rome, en 1996, avec pour objectif « de donner une occasion sans précédent aux gouvernements, aux organisations internationales et à tous les secteurs de la société civile de se liquer pour tenir une campagne concertée visant à assurer à tous les habitants de la terre la sécurité alimentaire, c'est-à-dire l'accès en tout temps aux aliments qu'il leur faut pour mener une vie saine et active ». 187 chefs d'Etat et de gouvernement se sont ainsi engagés à éliminer la faim et réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde d'ici 2015 (notons qu'en 2015, la terre devrait compter 7 milliards de personnes...). Cet engagement figure dans la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire.

Cinq ans après, ce sommet mondial, réuni à Rome en juin 2002, a réaffirmé cet engagement, appelant à intensifier les efforts face à la lenteur des progrès.

Le minifundisme : système où le paysan ne dispose même pas de la superficie suffisante pour assurer sa survie

Le latifundisme : système reposant sur de très grands domaines , notamment en Amérique Latine, couvrant plusieurs milliers d'hectares sous-exploités.

La « révolution verte » : mouvement d'extension des techniques de sélection, fertilisation, traitements, mécanisation partielle et gestion de l'eau, à des céréales largement cultivées dans les pays en développement (pays d'Asie, d'Amérique Latine et, plus faiblement, pays d'Afrique). Selon M.Mazoyer, « pour importants qu'ils soient, les gains de rendement et de production liés à cette révolution ont surtout bénéficié aux régions fertiles les plus aptes à rentabiliser les coûteux intrants nécessaires, et aux agriculteurs disposant de moyens suffisants pour les acheter et appliquer les conseil techniques correspondants ».

Les accords commerciaux sur le sucre :

Le sucre fait l'objet, de la part de l'Union Européenne, d'un régime dit spécial. Prenant en compte l'intérêt vital que représente cette production pour les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), celle-ci a en

effet passé un accord préférentiel avec ces derniers qui, basé sur un système de quotas, instaure des subventions à l'exportation. D'où la plainte récemment déposée par deux pays producteurs, le Brésil et l'Australie, pour non-respect des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Parlons-en

« Vous n'obtiendrez rien par vos querelles syndicales ! »

Marcel Mazoyer souhaitait ressusciter une capacité d'indignation ? Celle-ci s'est largement exprimée au long d'un débat véhément – mais jamais agressif –, se prolongeant tard dans la soirée. Résumé des principaux points de vue reflétant la diversité des participants : retraités et actifs, producteurs et consommateurs, sans oublier les militants syndicaux.

Ayant visiblement intégré le côté paradoxal des thèses de Marcel Mazoyer, un auditeur lance le débat avec cette question : est-il finalement souhaitable de supprimer la dette des pays en voie de développement ? La réponse, sous la forme d'un « oui, mais », ne saurait démentir la conférence qui a précédé : « Oui, il faut supprimer la dette. Mais au lieu d'imputer cette dette aux pays et aux peuples, il faut le faire uniquement à ceux qui ont reçu et utilisé l'argent : les gouvernants, qui sont dans une totale impunité financière. Car certains d'entre eux, notamment en Afrique, ne sont pas dépendants de ce que produisent et rapportent les paysans, qui ne voient même pas la couleur des produits importés ». Quant au cas préoccupant de l'Argentine, qu'évoque un autre participant, « on peut certes annuler ses dettes aujourd'hui, à condition de supprimer le latifundisme, qui ne rétribue pas les paysans et produit principalement, pour les propriétaires, de la rente foncière ou de l'intérêt du capital, placés en Suisse ou ailleurs. Il ne reste à l'Argentine que les yeux pour pleurer. Le problème n'est donc pas sa dette, mais le fait que se soient formés des monstres économiques, financiers et étatiques. Il faut donc commencer par faire une réforme agraire... » Réforme à laquelle pourraient inciter les syndicats agricoles européens qui ne gagneront rien à l'OMC s'ils perdent de vue les intérêts des paysans d'Afrique, d'Amérique Centrale et Latine. Un point de vue qui laisse sceptique Alain Dallier, paysan à la retraite, au vu « de syndicats fort occupés à régler leurs propres conflits et d'agriculteurs français pieds et poings liés par les banques et par une politique agricole qu'ils craignent de dénoncer. » Pour Marcel Mazoyer, si les syndicats d'agriculteurs sont sur les reculoirs, « c'est d'abord parce qu'ils ont accepté de plus ou moins bon gré le jeu des **accords de Marrakech** qui consiste à ne plus agir par les prix, mais par les subventions, tout en le masquant en découpant les aides. Les Américains ont réussi à vendre cet argumentaire à l'OMC avec la complicité de l'Union Européenne, par méconnaissance de l'économie agricole des paysans. Ensuite, si les paysans peuvent difficilement s'allier avec les chômeurs, qui sont pourtant en grande partie des fils de paysans, c'est parce que nos pays cultivent depuis toujours le clivage entre paysans et salariés. Les syndicats les ont souvent braqués les uns contre les autres, notamment sur la question des prix agricoles, alors qu'au final, ils ont les mêmes intérêts. Et plus récemment, encore, on a coupé les agriculteurs des consommateurs, via des inexactitudes et désinformations sur l'origine des accidents sanitaires. Il faut que vous, agriculteurs, sortiez de votre ghetto, discutiez avec les syndicats de salariés... Vous ne vous en sortirez pas tout seuls. Il faut vous entendre sur une stratégie avec vos seuls vrais alliés possibles ! »

Dans le public, cependant, d'autres sujets de préoccupations émergent, notamment hors des professions agricoles. Et d'en venir aux fameux OGM... Une enseignante, Monique Sanciaud, se fait l'écho de certains questionnements : « Ne considérez-vous pas que les OGM sont une machine de guerre contre les paysans des pays en voie de développement

et contre la biodiversité ? » Si Marcel Mazoyer décline toute compétence scientifique pour répondre, il livre cependant ses opinions personnelles : « Des gens très sérieux, et très avertis disent que l'OGM est le moyen le plus rapide de marquer un génome pour le breveter et le soustraire aux autres chercheurs et aux agriculteurs. Par ailleurs, les OGM, pas plus que les hybrides, les plantes ou les animaux sélectionnés, ne règlent le problème de la faim, puisque les paysans concernés n'ont pas les moyens d'acheter les semences sélectionnées. Enfin, je ne suis pas du tout d'accord pour confier la sécurité alimentaire et sanitaire à des sociétés anonymes à responsabilité dites limitées... C'est à dire à irresponsabilités illimitées. Il faudrait changer la législation. Les produits agricoles et les aliments ne devraient être que dans les mains de sociétés mutualistes, contrôlées en commun par les producteurs et les consommateurs ».

Serait-ce que la production alimentaire est suffisante et que le problème de la faim dépend seulement d'une meilleure répartition ? « Non, la production serait suffisante si on privait les uns pour distribuer aux autres. Mais si vous mangez moins de poulets et de cochons, il se vendra encore moins de céréales, ce qui créera une dépression sur les prix. La FAO a calculé combien il faudrait produire aujourd'hui de produits végétaux de base, destinés aux hommes ou aux animaux, pour qu'il y n'ait plus de sous-alimentation dans le monde. Eh bien, il faut multiplier immédiatement la production végétale mondiale par 1,4. Et si vous comptez qu'il y aura un milliard de gens supplémentaire dans 50 ans, il faut la multiplier pratiquement par 2,5. Or on n'y arrivera pas avec sans réévaluer les prix. Car faute de prix suffisants, 30 % des terres marginales sont en train de passer à la friche ne sont pas occupées par les agriculteurs. Rien qu'en France, en 70 ans, dix milliards d'hectares de terres sont passés à la trappe.»

Autre notion à la mode : le développement durable. Là aussi, les participants souhaitent connaître le point de vue de M.Mazoyer. « D'abord il n'y a pas de développement non durable. Non durable, c'est l'exploitation minière des ressources. J'ai vu les sociétés de travaux agricoles motorisés en Côte d'Ivoire qui arrachent des milliers d'hectares de forêt, non seulement les arbres mais aussi toute la couche de terre arable, donc d'humus et de matières organiques. Ils cultivent pendant quelques années du coton, du riz, et puis le sol est foutu car on détruit d'abord la fertilité avant même de commencer la culture. Des paysans pauvres font de même. Quand les prix baissent, ils sont obligés de vendre leur cheptel. S'ils vendent leurs bêtes, il n'y a plus de fumier ni d'animal de trait. Ils font alors deux ou trois bonnes cultures puis l'érosion intervient et le rendement baisse. Certains experts racontent alors d'énormes âneries : « Ah, ces paysans éthiopiens quand même, ils font de l'agriculture minière, ils ne savent pas cultiver... » Mais ce n'est pas la faute du paysan. C'est la pression sur les prix qui détruit l'agriculture jusque là durable. Un exemple : accepter d'importer en Europe de la viande à sept francs le kilo, venant des ranchs qui ont grignoté sur la forêt amazonienne, cela détruit la forêt, mais aussi des hectares de pâturages à l'autre bout du monde qui vont passer à la friche. Les Indiens d'Amazonie se battent contre la progression des ranchs. Vous ne les défendez pas encore, mais eux vous défendent déjà et vous ne le savez pas.»

Reste que le développement non durable est également dû aux excès des moyens mécaniques ou chimiques. A ceci près que tous les moyens techniques sont dangereux... La question réside dans le dosage : « On vous interdit de rouler à 170 à l'heure sur les autoroutes, il faut peut être interdire dans certains endroits de mettre plus de 100 unités d'azote. Simplement, il faudra savoir que chaque fois qu'on réduit ces moyens, le prix de revient de la marchandise augmente et il faut accepter d'en payer le prix.» D'autant que le prix de la nourriture n'a cessé de baisser jusque là : « Au XIXème siècle, l'alimentation devait représenter 70 ou 80 % du budget de la consommation familiale. Aujourd'hui, en France, elle en représente 17 %, mais la part du producteur agricole en constitue un

cinquième seulement. En clair, les prix agricoles représentent 2 ou 3 % de notre consommation. Alors, on peut les doubler, on ne va pas en mourir... »

Des propos qui font réagir Francis Coulon, agriculteur : « Récemment, le ministre de l'agriculture nous expliquait que les prix agricoles devaient rester le plus bas possible pour permettre aux plus démunis d'acheter à manger. La loi d'orientation agricole spécifie d'ailleurs que la France a une vocation exportatrice. Autre remarque : vous nous dites que les agriculteurs doivent s'allier avec les consommateurs... Je vous rappelle que la Confédération Paysanne essaie de le faire. Et que le cahier des charges de l'agriculture biologique a été défini avec les producteurs et les consommateurs. Et puis, vous savez, l'unité du monde paysan, on l'a connue pendant quarante ans, et ça n'a pas été forcément la meilleure des choses. Alors maintenant qu'il y a des voies divergentes, je ne pense pas que ce soit le bon moment de les faire taire ! »

« Si, justement », insiste Marcel Mazoyer. « La question n'est pas de fusionner les esprits et les cœurs, mais de faire une analyse juste, d'avoir un objectif relativement clair et les alliances nécessaires pour l'atteindre. » Marc Borel, de la Confédération Paysanne, en doute. « Je suis d'accord avec l'ensemble de vos propos, à ceci près : je ne vois pas la CGT ou la CFDT faire alliance avec le syndicat patronal pour aller défendre certains problèmes catégoriels. Dans le même ordre d'idée, je ne vois pas comment la « Conf » peut aller défendre son bifteck avec des syndicats avec lesquels elle s'est battue pour faire valoir un autre point de vue. Si tous les syndicats agricoles devaient travailler ensemble, cela poserait un problème en terme de démocratie. »

Marcel Mazoyer martèle sa conviction : « Il y a une part d'intérêts communs à tous les paysans, des plus pauvres jusqu'aux plus riches et une part d'intérêt divergente qui commence dès lors qu'un paysan bien équipé est prêt à jouer le jeu du capitalisme agraire, c'est à dire à s'agrandir à tout prix au détriment de ses voisins. Mais c'est une infime minorité. Quant à vos querelles syndicales, je peux seulement vous dire que vous n'obtiendrez rien ni les uns ni les autres. Il est totalement faux de croire qu'il y a une solution hexagonale aux problèmes hexagonaux. Aujourd'hui, il n'y a que des solutions européennes et internationales pour instaurer des échanges équitables et solidaires.

Si chacun comprenait qu'il est concerné par ce qui se passe à l'autre bout du monde, alors les divisions s'estomperaient grâce à une vision commune et la prise de conscience qu'existe un objectif négociable avec le pouvoir financier et politique », conclut Marcel Mazoyer, amenant cet ultime paradoxe : « En fait, à l'inverse de la logique financière libérale, les gens les plus mondialistes sont souvent les plus solidaires à l'international. »

Les accords de Marrakech et l'OMC

En février 1994, concluant les négociations dites de l' « Uruguay Round », les accords de Marrakech instaure un nouveau cadre institutionnel aux échanges mondiaux : l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), née en 1995, qui remplace les cycles de négociations du GATT (Accord Général sur le commerce et les tarifs douaniers).

Suit une longue période de paralysie et d'échec. Dont la fameuse réunion de Seattle, en novembre 1999, censée lancer un nouveau cycle de négociations, le « Millenium round ». On se souvient du résultat : un dialogue de sourds entre Européens et Américains et de gigantesques manifestations anti-mondialisation. En fait, le millénaire commence par deux années de débats publics agités.

Il faut ainsi attendre novembre 2001 pour que la conférence ministérielle, réunie à Doha (Qatar) lance un nouveau cycle de négociations : « l'Agenda de Doha pour le

Développement ». Avec des résultats jugés contrastés. Coté positif, notons l'entrée de la Chine et de Taiwan dans l'OMC, aux côtés des 143 autres pays membres. Mais aussi des assouplissements de la part des pays industrialisés, notamment en matière de propriété intellectuelle et de santé publique, ainsi qu'en faveur d'une « libéralisation maîtrisée » ménageant quelques brèches aux dispositifs de régulation.

Côté négatif, le lourd dossier des normes sociales est renvoyé à l'Organisation Internationale du Travail, et le volet agricole n'a guère avancé sur la question de la suppression des subventions.

Pour en savoir plus...

DU MEME AUTEUR

« **Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine** », de Marcel Mazoyer et Laurence Roudart. Ed. du Seuil. 1997.

Plus de 500 pages qui parcourent l'origine de l'agriculture jusqu'à l'économie mondiale, en passant par les descriptions des différents systèmes de culture et d'élevage à travers le temps et les pays, et qui proposent une stratégie mondiale anticrise apte à protéger et aider l'économie paysanne pauvre.

POUR COMMENCER

->Livres :

« **Fin des paysans, faim du monde** », de Jean-Luc Duval. Ed. du Cherche-Midi. 2002. Lui-même paysan et syndicaliste, l'auteur témoigne sur la faim des paysans dans le monde et donne des pistes de réflexion. 194 pages pour tous publics.

->Net :

<http://museum.agropolis.fr>

Le site de Agropolis Museum (Montpellier), propose notamment une exposition virtuelle « Nourrir les hommes », adapté aux jeunes (9-13 ans), ainsi que plusieurs dossiers, dont un sur la désertification.

http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossier_international/omc/

Un dossier en ligne très pédagogique sur l'OMC, ses fonctions, son histoire, les enjeux et un glossaire.

<http://www.fao.org>

Le site de l'organisation des Nations Unis pour l'alimentation et de l'agriculture est incontournable pour comprendre les institutions en place, suivre la chronologie des sommets mondiaux de l'alimentation et leurs principaux axes ou décisions. De nombreux dossiers sont proposés – gestion de l'eau, pesticides, protection de la chaîne alimentaire - accessibles à tous publics.

<http://www.geoscopie.com>

Dans la rubrique « Thèmes » de ce site spécialisé dans la compréhension du monde, deux dossiers très lisibles avec des définitions et des chiffres, sur les problèmes alimentaires du monde ainsi que sur l'agriculture. Idéal pour les jeunes.

POUR ALLER PLUS LOIN

→ *Livres*

« **Paysans écrasés, terres massacrées** », de René Dumont. Laffont, 1978.

L'un des derniers livres de ce grand militant écologiste, qui décrit les mécanismes conduisant implacablement à la misère des paysans d'Inde, de Thaïlande, de l'ancienne Haute-Volta ou de l'Equateur.

« **Les mutations des campagnes. Paysages et structures agraires dans le monde** », Jean Renard. Ed.Armand Colin. 2002.

Inspiré par les travaux de M.Mazoyer et L.Roudart, ce livre du géographe Jean Renard décrit les différentes manières de structurer les espaces agraires, les nouvelles fonctions des espaces ruraux et l'expansion de l'agro-business.

« **L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation. Clés pour un accord solidaire à l'OMC** ». De Jacques Berthelot. L'Harmattan. 2001.

Le regard et les données scientifiques d'un chercheur en agronomie sur l'agriculture productiviste existante et les voies d'une agriculture paysanne.

→ Net

<http://www.monde-diplomatique.fr>

Le dossier « Agriculture » réunit une vingtaine d'articles parus dans différents numéros du Monde Diplomatique, mêlant les points de vue sur la situation en Colombie, au Brésil ou en Inde, ainsi que sur les OGM, la faim, la coopération ... En marge, une présentation succincte de revues et de livres –plutôt militants- ainsi qu'une liste de sites sur le sujet.